

Mise en récits : les initiatives de grandes collectivités françaises

Les enseignements de
la communauté apprenante
Territoires narratifs
(2023-2024)

METTRE AU TRAVAIL LES CONTROVERSES TERRITORIALES

Les Métropoles de Rouen-Normandie et de Rennes

Rouen : la COP21 locale

En 2017, la Métropole de Rouen-Normandie s'est engagée à organiser une COP21 locale l'année suivante, en partenariat avec WWF et l'ADEME. Le but : identifier des engagements précis pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, en initiant une démarche avec l'ensemble des acteur·ices du territoire (Ville, citoyen·nes, entreprises...). À la fin de l'année 2018, près de 70 communes et acteur·ices locaux·ales ont signé l'Accord de Rouen pour le Climat, ainsi que les 1100 engagements de la COP21. **Comment la COP21 locale a-t-elle permis de mettre en débat les enjeux écologiques et de créer de l'engagement ?**

Le point de départ a été le diagnostic réalisé lors de l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) en 2017. À ce moment, il apparaît évident que la transition du territoire dépend des acteur·ices locaux·ales : au moins un tiers des émissions provient des bâtiments résidentiels et un autre tiers des industries. L'idée de s'inspirer de la COP Internationale émerge alors, en reprenant les mêmes facteurs de réussite : s'appuyer sur une base scientifique, engager une dynamique collective et définir des objectifs collectifs.

Un « GIEC local » (similaire au GIEC international : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) réunit 15 expert·es scientifiques qui produisent des synthèses thématiques sur les effets locaux du changement climatique, sur les représentations et les

attitudes des populations locales face à ces changements, ou encore sur la ressource en eau et le risque inondation. Leurs diagnostics permettent d'enrichir et de réactualiser les données récoltées lors du PCAET. De fait, la formalisation de ces synthèses a engagé un travail non prévu pour la collectivité.

Pour mobiliser les citoyen·nes, et faire vivre la COP locale, deux lieux d'accueil ont été créés. Le Pavillon des Transitions en fait partie, un lieu dédié au climat, gratuit et ouvert toute la semaine, avec des animations ludiques, une salle d'exposition et une salle de réception. 9000 personnes (sur les 500 000 habitant·es de la Métropole) s'y sont déjà rendues. La collectivité s'est également appuyée sur des acteur·ices relais, comme les MJC. L'objectif est de proposer aux citoyen·nes et aux associations un catalogue d'actions qui leur sont destinées, comme des formations aux enjeux climatiques dans des quartiers sensibles ou des ateliers scolaires.

De la même manière, la collectivité a également travaillé à l'engagement des communes. Des élu·es et des technicien·nes de la Métropole ont démarché les communes pour les inviter à rédiger une convention d'engagement. Plutôt que de s'en tenir à des données chiffrées sur le climat, l'accent a été mis sur la manière de mettre en débat ces informations. Pour se saisir des enjeux, des boîtes à outils ont été créées et pour faire vivre le réseau, des retours d'expérience ont été organisés. **Ce travail a notamment permis à la Métropole d'obtenir le label Cit'ergie, qui récompense la politique Climat-Air-Énergie réalisée en partenariat avec les communes. Depuis, onze nouvelles communes se sont engagées dans la démarche.**

Des conventions d'engagement ont aussi été signées avec les entreprises. Dans l'impossibilité de s'adresser à l'ensemble des 20 000 entreprises locales, la Métropole a choisi de cibler les dix entreprises de plus de 500 employés les plus consommatrices d'énergie. L'animation de ce réseau a été confié à la Chambre des métiers. Aujourd'hui, de nouvelles coalitions émergent pour travailler de nouveaux sujets en lien avec la transition écologique, comme le numérique responsable.

Parmi les réalisations, celle du projet européen Urban Impact est particulièrement



intéressante. Il consiste à établir une trajectoire de neutralité carbone avec les acteur·ices de l'industrie qui, en partant des scénarios de l'ADEME, se sont interrogés sur la viabilité des produits et sur les différents leviers à leur disposition. Cette démarche a permis de générer des prises de conscience et de fixer collectivement des objectifs. En fin de parcours, un colloque a été organisé et un rapport technique a été produit.

Si la stratégie de transition écologique et sociale et de résilience est assumée au niveau politique, l'enjeu reste désormais de la « mettre en chaire » pour la rendre « plus palpable et sensible ».

Enfin, la dernière étape du processus a consisté à évaluer l'action de la Métropole. **Pour donner à voir la part immatérielle des changements suscités (comme la mise en place de nouvelles manières de faire), la Métropole s'est appuyée sur la mise en récits, en partant des histoires racontées par les porteur·euses de projets.**

Par ailleurs, l'approche narrative est également un levier pour donner corps aux objectifs de transition définis par la COP21 locale. C'est le sens du projet « Capitale du monde d'après », un temps d'échange annuel ouvert à l'ensemble des acteur·ices du territoire, pour penser la résilience à l'horizon 2050. **Si la stratégie de transition écologique et sociale et de résilience est assumée au niveau politique, l'enjeu reste désormais de la « mettre en chaire » pour la rendre « plus palpable et sensible ».** À cet endroit, l'élaboration du projet de territoire constitue une étape clés.

Rennes : la conférence locale pour le climat

La Métropole de Rennes a organisé la première conférence locale pour le climat en 2019. Elle réitère l'expérience en 2022 et en 2023. **Ces trois conférences ont réuni des entreprises, des collectivités et des associations pour à la fois informer, débattre et agir face à l'urgence climatique, autour de la problématique suivante : « urgence climatique, que sommes-nous prêts à changer ? »** Cela a été l'occasion de discuter des solutions, mais aussi des tensions soulevées par cette perspective.

Olivier Dehaese, Vice-président en charge du climat et de l'énergie à la Métropole de Rennes et Sabine Goulay, organisateurice des conférences, concèdent d'emblée que ces temps d'échange ne sont pas exactement de la mise en récits : cependant elles s'inscrivent dans l'histoire du dialogue multi-acteur·ices autour de la co-construction de la trajectoire du Plan Climat, dont la révision est prévue à l'horizon 2025.

La première conférence locale du climat organisée en 2019, a été l'occasion de présenter le Plan Climat de la Métropole et d'échanger avec les acteur·ices locaux·ales sur la mise

en œuvre du plan d'action. En raison de la Covid-19, la seconde conférence n'a eu lieu qu'en 2022, avec un positionnement différent : présenter des initiatives locales à travers des retours d'expérience pour favoriser l'interconnaissance entre les acteur-ices du territoire, ainsi que sensibiliser aux enjeux climatiques. Pour la collectivité, ça a aussi été l'occasion de faire le bilan à mi-parcours du Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) et de relancer la mobilisation après la crise sanitaire. 300 à 400 personnes étaient présentes lors de l'événement : si près de la moitié représentait des entreprises locales, il y avait également des acteur-ices issu-es de collectivités territoriales, d'établissements publics et d'association, ainsi que des habitant-es.

Malgré une animation pensée pour favoriser la controverse, les participant-es ont plutôt été d'accord. Dès lors, comment faire émerger des avis divergents ?

Ainsi, les conférences ont globalement mobilisé. Celle de 2023 s'est déroulée dans un contexte de sécheresse et de canicule qui ont particulièrement affecté le territoire. Lors de cette édition, les organisateur-ices ont souhaité mettre l'accent sur la mise au travail des controverses. Après une matinée dédiée aux retours d'expérience des acteur-ices locaux-ales et aux quatre scénarios de l'ADEME pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, l'après-midi s'est organisée autour d'ateliers thématiques visant à mettre en débat des points de vue contradictoires. **Malgré une animation pensée pour favoriser la controverse, les participant-es ont plutôt été d'accord. Dès lors, comment faire émerger des avis divergents ?** Au-delà de l'animation, comment mobiliser les acteur-ices les plus réticents ? Et ce faisant, comment sécuriser les participant-es pour qu'ils n'aient pas l'impression d'être « mis en accusation » par

un tribunal public et se braquent, mettant à mal l'objectif de dialogue et de résolution des controverses ?

L'événement s'est terminé avec une table ronde réunissant des grands témoins, comme le Directeur Général Adjoint des services de la Métropole de Rennes (responsable à la fois du développement économique et de la transition), des membres de l'entreprise Carbone 4 qui accompagne les organisations vers la décarbonation, et des personnes tirées au sort parmi les participant-es pour poser des questions, en complément de deux journalistes. Le hasard a fait que la Chambre du Commerce et de l'Industrie et la Chambre d'Agriculture ont été tirées au sort. **Si le débat a permis l'expression de questions stratégiques, le ton a été perçu par les observateur-ices comme étant assez consensuel.**

Au-delà du fait qu'en public les gens ont plutôt tendance à parler de ce que leur audience plébiscite, l'absence de propos polémique tient aussi à l'absence de personnes particulièrement réticentes à la transition écologique, qui ne viennent pas spontanément dans ce type d'événement. Lorsque les participant-es ont été interrogé-es sur le scénario de l'ADEME qu'elles et ils préféraient, 70% d'entre elles et eux ont exprimé la même réponse en faveur du scénario n°2 (« coopérations territoriales »). Dans cette situation, il n'est pas étonnant que les désaccords peinent à émerger !

Dans le même temps, l'exercice a permis d'inspirer ceux et celles qui pensaient déjà faire beaucoup en matière de transition mais qui ont constaté qu'ils et elles avaient encore du chemin à parcourir, en découvrant d'autres initiatives plus ambitieuses. En outre, la conférence a permis de renforcer la dynamique de dialogue local. Un certain nombre de participant-es a d'ailleurs été volontaire pour participer à un nouvel atelier plus tard.

Image (p. 27) : L'accord de Rouen pour le climat (2018) qui fait la synthèse des engagements pris par les acteur-ices du territoire de la Métropole de Rouen-Normandie.

Quelques enseignements

« L'objectif était de poser les débats, d'avoir un temps où les controverses pouvaient s'exprimer. L'idée c'était de ne pas nier l'urgence, de s'inscrire dans une approche systémique, et de chercher à lever les obstacles pour répondre à l'urgence. Sachant que le premier mot qui vient à l'esprit, c'est souvent 'complexité' ! Les réponses à apporter ne sont pas simples. Il n'y a pas de martingale ou d'actions phares. Il y avait un enjeu à prioriser et à 'mettre les pieds dans le plat'. Parfois il y a des oppositions, mais c'est nécessaire pour qu'il y ait une sortie par le haut et une résolution. »

- Les dispositifs de consultation citoyenne ne sont pas à proprement parler des dispositifs de mise en récits. En revanche, ils participent à recueillir la parole des participant-es, à créer une compréhension partagée des enjeux liés à la transition écologique et à instaurer de nouvelles manières de voir et de faire, notamment du point de vue des coopérations territoriales. En ce sens, ces dispositifs sont des atouts pour les démarches de mise en récits d'un territoire.
- Pour mettre au travail les controverses, il ne suffit pas de penser des dispositifs qui permettent d'exprimer des avis contradictoires. Il faut également aller à la rencontre des publics les plus réticents, susceptibles d'avoir une parole divergente, ou mettre en place des actions spécifiques pour les faire venir. Par ailleurs, une fois les différents publics réunis, il y a un soin particulier à apporter pour que chacun-e se sente légitime et à sa place.

La Fabrique des transitions anime une alliance transpartisane de territoires et de réseaux d'acteur·ices qui renouvellent la manière de conduire les transitions, à travers une approche systémique.

Née de la mutualisation d'expériences de territoires pionniers des transitions en France, elle réunit plus de 400 organisations publiques et privées et 1000 personnes : collectivités territoriales, réseaux d'acteur·ices, associations, entreprises, ONG, médias, universités, etc.

Ensemble, les alli·es forment une communauté à la fois de partage d'expériences et d'accompagnement de territoires, pour favoriser le développement de dynamiques territoriales de transition et leur changement d'échelle.

À l'initiative de la Ville de Paris
et avec le soutien de l'ADEME.



Avec les contributions des
territoires de la communauté
apprenante « Territoires narratifs »



**DIRECTION
DE PUBLICATION :**
Julian Perdrigeat

RÉDACTION :
Anne-Louise Nègre,
Irwina Marchal
et Nicolas Barennes.

**RELECTURE ET
MISE EN PAGE :**
Irwina Marchal

IMPRESSION :
Tanghe Printing

 **La Fabrique
des transitions**